

solutions Gaspillage, énergie, transports : la santé doit réduire ses émissions

radioactifs». Bien trier les déchets constitue donc une économie de taille pour les hôpitaux.

« Il y a l'idée, et puis sa faisabilité », insiste le Dr Gilbert Bejjani, directeur de clinique au Chirec et vice-président de l'Absym, citant volontiers le cas du desflurane, un gaz anesthésiant qui plombe le bilan carbone des hôpitaux alors qu'il existe une alternative. « Le tri du plastique est un enjeu majeur, mais encore faut-il disposer des poubelles adaptées. C'est la même chose pour les lames d'intubation jetables qu'on lavait autrefois. Des essais de nouvelles alternatives sont en cours pour l'utilisation de lames jetables, mais recyclables. Chez nous, on en utilise 50.000 par an qui finissent à la poubelle... Optimiser les soins ne doit pas seulement répondre à des critères médicaux et financiers, mais aussi écologiques », estime le Dr Bejjani. Dans une approche de soins basés sur la valeur (Value-Based Healthcare), l'hôpital de demain devra concilier performance médicale et durabilité environnementale.



MICHEL DE MUELENAERE

D'ici à 2050, tous les secteurs de la société belge vont devoir massivement décarboner leurs activités. Réduire tant leurs émissions directes de gaz à effet de serre que les émissions indirectes – celles enregistrées à l'étranger ou via leurs fournisseurs. C'est le cas du secteur de la santé qui, par ailleurs, doit s'adapter aux effets de plus en plus palpables du changement climatique.

Quelle sera l'ampleur de l'effort ? Pas banale, s'il faut en croire un rapport de l'administration fédérale de l'environnement dont *Le Soir* a pris connaissance. En 2022, ont calculé les experts belges, le secteur de la santé (hôpitaux, maisons de repos, pharmacies, soins à domicile...) a émis 9.901 ktCO₂e (kilo tonnes d'équivalent CO₂), c'est-à-dire 5 % des émissions totales basées sur la consommation de la Belgique. Au-delà de l'empreinte directe liée au fonctionnement (bâtiments, chauffage, déplacements...), l'essentiel des émissions du secteur sont indirectes (86 %). Principalement des achats de biens comme les médicaments, les équipements médicaux et la nourriture.

Selon les projections, sans changement de politique, les émissions de la santé en Belgique devraient augmenter de plus de 60 % d'ici 2050

Selon les projections, les émissions de la santé en Belgique devraient augmenter de plus de 60 % d'ici 2050. « Cela va à l'encontre de l'impératif de réduire rapidement les émissions afin de s'aligner sur les politiques nationales et internationales », indiquent les experts fédéraux. Sur quoi doit-on et peut-on peser ? L'administration expose plusieurs recommandations permettant de réduire les émissions du secteur de 73 % en 2050 par rapport à un scénario à politiques inchangées. Avec des limites : cela ne compensera que partiellement la croissance attendue des émissions. Il restera 4.323 ktCO₂e soit 44 % des émissions actuelles. Il faudra donc aller plus loin.

Les hôpitaux pèsent lourd

Ce sont les hôpitaux et les soins ambulatoires qui pèsent le plus lourd dans les

émissions. Dans l'univers même des soins, on doit décarboner les bâtiments et les rendre sobres en énergie (isoler les murs, les planchers, les toits, investir dans des vitrages à hautes performances), électrifier les flottes de véhicules et le chauffage (améliorer la ventilation et l'air conditionné), s'alimenter aux énergies renouvelables. Les hôpitaux pourraient de la sorte fortement réduire leur empreinte carbone.

Dans les opérations, il y a aussi des marges d'amélioration : alors qu'on estime que 30 à 50 % des médicaments sont « gaspillés », il faut réduire « la surprescription et l'utilisation inutile » afin de « réduire de 20 % l'excédent de médicaments achetés ». Même problème avec la nourriture des établissements : « 41 % des repas ne sont pas consommés », indique le rapport. D'ici à 2050, on peut réduire ce gaspillage de 21 %. Et il est possible d'encore faire mieux en servant un repas végétarien un jour par semaine (l'empreinte carbone est de 61 % inférieure à un repas avec viande).

Les équipements et les appareils ? « Une meilleure maintenance et la priorité donnée aux produits plus durables et réparables » permettraient de prolonger la durée de vie moyenne des équipements de 25 %. La réduction de l'utilisation des produits à usage unique permettrait une réduction des émissions de 10 %. Autant d'actions qui auraient aussi un effet bénéfique sur la facture des établissements. Tout cela peut être mis en œuvre sans nuire à la qualité des soins, au contraire.

Au-delà, disent les experts, les acteurs de la santé doivent faire pression sur leurs fournisseurs pour qu'eux-mêmes entament un parcours de décarbonation. Sans oublier des interventions « plus larges » visant à réduire la demande de soins, via des politiques de santé axées sur la prévention des maladies. En effet, la durabilité passe par « des mesures de santé publique qui s'attaquent aux causes des maladies évitables : vaccination, exercice, politiques contre l'obésité et la consommation de tabac, etc ». Le rapport cite des objectifs comme « l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction de l'obésité, la diminution de la consommation de viande rouge et la baisse de la consommation de tabac ». Bon pour la santé, bon pour le climat...

Des gaz anesthésiants aussi nocifs pour le climat que des milliers de kilomètres en voiture

Comme d'autres experts des soins de santé, le Dr Gilbert Bejjani, qui cumule ses fonctions de directeur de clinique au Centre hospitalier interrégional Edith Cavell (Chirec), d'anesthésiste et de vice-président de l'Absym (l'Association Belge des Syndicats Médicaux), a bien conscience de l'empreinte carbone du secteur hospitalier. En habitué des exposés et des conférences, il déroule : « Le système des soins de santé produit 5 % environ des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dans le monde, qui proviennent de diverses sources. La moitié sont des déchets hospitaliers, et environ 5 % de ces 5 % sont dus aux gaz halogénés utilisés en anesthésie, qui sont des puissants gaz à effet de serre. C'est le

cas du desflurane, qui sera interdit dans l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier prochain, mais aussi du protoxyde d'azote (N₂O), un agent complémentaire qui accélère l'endormissement. Or, le premier peut être remplacé par un équivalent tout aussi efficace, le sévoflurane qui se dégrade plus rapidement (un an contre quatorze ans pour le desflurane). Si le second peut s'avérer utile pour les cas pédiatriques, ce n'est pas le cas pour l'adulte. »

A l'initiative du Dr Bejjani, le Chirec a d'ores et déjà proscri le desflurane pour lui préférer son alternative, comme d'autres établissements hospitaliers en Belgique. Concernant le protoxyde d'azote, qui a un effet de serre 265 fois plus

puissant que le CO₂, le débat de maintenir ou non son utilisation est actuellement en cours. Selon une étude de *The Lancet*, une heure d'anesthésie générale avec le desflurane équivaut aux émissions de gaz à effet de serre émises par un trajet en voiture d'environ 600 kilomètres. « Dans la pratique, l'utilisation d'une semaine de desflurane produit environ 56 tonnes de CO₂ par semaine (l'équivalent de 200.000 kilomètres parcourus par un SUV), un peu plus de 200 par mois (environ 60 allers-retours Bruxelles-Cape-Town). Soit 3.000 tonnes de CO₂ par an, c'est énorme ! », souligne le Dr Bejjani. A.-S.L.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Face au Rwanda, l'UE évoque des sanctions... mais ne les adopte pas

Le Conseil Affaires étrangères de l'Union européenne a légèrement musclé son discours condamnant l'agression menée par le Rwanda au Congo. Des mesures concrètes sont envisagées, mais toujours pas adoptées.

VÉRONIQUE KIESEL

Un mois après l'entrée du M23, groupe armé soutenu par Kigali, dans Goma, le Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne allait-il enfin adopter des mesures concrètes pour sanctionner le Rwanda ? Pour ceux qui l'espéraient, l'heure est à la déception. Et notamment du côté du gouvernement belge, qui plaide depuis plusieurs semaines pour que des sanctions tangibles soient prises face à Kigali qui agresse son voisin congolais et viole sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Alors que les Etats-Unis avaient décidé jeudi dernier de sanctionner une figure majeure du gouvernement rwandais, James Kaberebe, il était fortement question que l'Union européenne adopte elle aussi, en ce début de semaine, certaines sanctions. Avec l'idée qu'elles soient progressives de façon « à maintenir les canaux de communication ouverts ». Mais ce lundi, à l'issue des échanges entre les ministres des Affaires étrangères des 27, la Haute représentante pour les Affaires étrangères de l'UE, Kaja Kallas, s'est contentée d'évoquer la possibilité d'éventuelles sanctions « en fonction de la situation sur le terrain ».

Pas d'unanimité

C'est apparemment le Luxembourg qui a bloqué, soucieux de conserver une approche plus conciliante avec Kigali, pour « éviter de compromettre une évolution positive dans les jours à venir ». Il est en tout cas certain qu'il n'y a pas eu, ce lundi, d'unanimité en faveur de sanctions concrètes et immédiates contre le Rwanda. Cette option est-elle enterrée ou n'est-ce vraiment qu'une question de jours ? On devrait y voir plus clair ce mercredi lors de la réunion de suivi des ambassadeurs.

Même si de nombreux membres de l'UE veulent par ailleurs remettre en cause l'aide militaire européenne – 40 millions d'euros – attribuée au Rwanda via la Facilité européenne pour la paix, en soutien aux soldats rwandais combattant des rebelles islamistes au Mozambique, le Portugal et la France, eux, insistent pour que l'UE poursuive son soutien. Sur le plan militaire, Kaja Kallas a seulement annoncé que la concertation que l'UE mène depuis deux ans avec le Rwanda en matière de sécurité et de défense a été « suspendue ». Sans que cela ait de conséquences pour la Facilité pour la paix.

Accord sur les minerais critiques

Autre point chaud, l'accord préliminaire signé il y a un an entre l'UE et le Rwanda sur les minerais critiques, dont beaucoup estiment qu'il encourage le pillage par Kigali des matières premières du Congo, « sera révisé », selon les mots de Kaja Kallas. Cela veut-il dire qu'il sera réévalué ? Ou suspendu ? Et quand ? De nombreuses interrogations restent ouvertes.

Alors que l'UE se tient fermement aux côtés d'une Ukraine agressive par Moscou, son soutien au Congo attaqué, lui, par Kigali, reste beaucoup plus timide. Le ministre belge des Affaires étrangères Maxime Prévot a indiqué avoir adressé « un vibrant plaidoyer » à ses collègues européens pour les pousser à « agir », le deux poids deux mesures risquant de provoquer « une incompréhension totale » en Afrique, y renforçant un sentiment anti-occidental. Il n'a donc été que partiellement entendu.